

Antisemitisme: les préjugés ont la peau dure

Associations et éducateurs dans l'action interculturelle agissent auprès des jeunes pour combattre les clichés

Signé par de nombreuses personnalités politiques, intellectuelles et culturelles, un manifeste publié, dimanche 22 avril, dans *Le Parisien*, dénonçait la propagation d'un «*nouvel antisémitisme*», celui qui animerait une partie des musulmans vivant en France, sur une base au moins en partie théologique. Sur le terrain, des acteurs, souvent associatifs, sont engagés dans l'action interculturelle, socio-éducative et de formation.

Au jour le jour, à l'échelle locale, auprès de jeunes ou de moins jeunes, ils s'efforcent de déconstruire les préjugés, de mettre en relation des mondes qui s'ignorent, d'ouvrir les horizons culturels et religieux de jeunes parfois agrippés à des identités bricolées comme à des carapaces. Plus tournés vers l'action concrète que vers le combat idéologique, comment perçoivent-ils l'antisémitisme d'aujourd'hui? Comment préconisent-ils de le combattre?

D'abord, une constatation presque unanime: à différents degrés, les préjugés antisémites sont très présents. «*Il existe un antisémitisme plus ou moins conscient, plus ou moins ordinaire, extrêmement répandu dans la société française. Même chez des personnes qui viennent chez nous dans le but d'apprendre à déconstruire les stéréotypes*», affirme d'emblée Samuel Grzybowski, fondateur de l'association interconfessionnelle Coexister, qui réunit des jeunes de toutes confessions et des agnostiques, et qui intervient notamment auprès des lycéens pour combattre les clichés racistes et antisémites.

Le premier de ces préjugés, celui qui imprègne tant d'esprits, pas nécessairement malintentionnés, c'est incontestablement l'immémorial «*les juifs sont riches*». «*C'est le plus difficile à déconstruire*», constate Samuel Grzybowski. «*Pour beaucoup de jeunes, cela va de soi, estime Françoise Dumont, qui supervise les actions auprès d'élèves pour la Ligue des droits de l'homme (LDH). Les juifs sont riches; ils se serrent les coudes.*» «*On retrouve l'antisémitisme moyenâgeux lié à l'argent, au pouvoir*», abonde Michaël Barer, un Lyonnais qui estime avoir rencontré quelque 23 000 élèves en huit ans, principalement en Rhône-Alpes. Son association, Les Racines de demain, conduit des actions socio-éducatives ou cultu-

relles et propose des formations en faveur du dialogue et contre les stéréotypes. «*Ce type de préjugé, on le déconstruit en recourant à l'histoire*, dit-il. *On explique celle des juifs et de l'argent en Europe.*»

A Toulouse, Jean-François Mignard, qui intervient en milieu scolaire pour la LDH, mentionne lui aussi «*cette représentation malheureusement banale selon laquelle les juifs ont de l'argent*», alors même qu'il n'a pas perçu, pour sa part, «*un discours antisémite très fort et croissant*» par rapport à il y a vingt ans, lorsqu'il travaillait comme éducateur social dans des quartiers difficiles de l'agglomération toulousaine. «*On perçoit le registre de la frustration, le "deux poids, deux mesures, en France les communautés ne sont pas traitées de la même manière."*»

«Thèses complotistes»

Cet antisémitisme «*n'est pas la propriété des élèves musulmans*», relève Annie-Paule Derczansky, fondatrice de l'association Bâtisseuses de paix, qui agit dans des collèges et lycées des 19^e et 20^e arrondissements de Paris. Une de ses filles, prise à partie, sur un registre antisémite, l'a expérimenté à ses dépens dans un lycée parisien, juste après l'attentat de l'Hyper Cacher, en 2015. Pour autant, elle ne veut pas «*dédouaner*» l'origine arabo-musulmane des assassins des onze juifs tués parce que juifs depuis 2006. «*Mais cela a-t-il à voir avec l'islam?*», interroge-t-elle en rappelant la vie dissolue, au regard de la morale musulmane, de plusieurs d'entre eux.

«*J'assume le fait qu'on parle d'un nouvel antisémitisme*», souligne Frédéric Potier, le chef de la délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrh), qui constate chaque jour la présence «*alarmante*» de l'antisémitisme sur les réseaux sociaux. «*Mais il est alimenté par les préjugés traditionnels. Les clichés sont communs. Je n'oppose pas les deux. Les Protocoles des sages de Sion [faux réalisés par la police tsariste pour accrédi- ter l'idée d'un complot mondial des juifs] se retrouvent dans l'islamisme radical comme à l'extrême droite. Les matrices intellectuelles se rejoignent*», ajoute-t-il.

Comme l'histoire coloniale, le conflit israélo-palestinien, plus ou moins instrumentalisé, contribue à faire monter la tension. Tirant bien souvent toute leur connais-



Marche blanche après le meurtre de Mireille Knoll. A Paris, le 28 mars. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/FRENCH-POLITICS POUR «LE MONDE»

«Avec le conflit israélo-palestinien, l'aversion culturelle s'est transformée en haine idéologique»

OMÉRO MARONGIU-PERRIA
sociologue

sance de la question de quelques images glanées sur les réseaux sociaux, les jeunes en font une lecture orientée. «*Lorsqu'on parle de la Shoah aux élèves de 3^e, certains peuvent vous dire: "Ils sont en train de faire la même chose aux Palestiniens"*», raconte Michaël Barer. «*Avec le conflit israélo-palestinien, l'aversion culturelle s'est transformée en haine idéologique*», résume le sociologue Oméro Marongiu-Perria, spécialiste du monde musulman. La perméabilité des jeunes au complotisme ajoute au problème. «*Avec les lycéens, souvent en rébellion, les thèses complotistes et conspirationnistes marchent beaucoup, et elles*

sont plus longues à déconstruire», reconnaît Michaël Barer. Pour ces acteurs de terrain, qui pourtant n'ont pas toujours les mêmes façons de faire, ni l'anathème ni les leçons de morale ne sont efficaces contre les préjugés. «*Pour les faire reculer, la seule chose qui marche véritablement, c'est la rencontre. Que chacun se donne à voir à l'autre. Car le problème réside dans la méconnaissance. Le nombre de jeunes qui rencontrent un juif pour la première fois en venant à Coexister est énorme*», affirme Samuel Grzybowski.

Dans les 19^e et 20^e arrondissements de Paris, les activités des Bâtisseuses de paix unissent systématiquement les élèves des collèges publics et d'écoles juives. «*Le but, c'est de réunir ceux qui ne se parlent plus*», souligne Annie-Paule Derczansky. A la rencontre doit se joindre la pédagogie. «*On peut faire beaucoup en deux heures, assure Michaël Barer. Au début, les préjugés ne sont que des a priori et des stéréotypes. Mais si on ne les casse pas rapidement, ils peuvent devenir plus tard de la haine.*» ■

CÉCILE CHAMBRAUD

Les représentants musulmans en colère

L'Observatoire contre l'islamophobie dénonce un débat «*nauséabond*»

La tribune dénonçant «*un nouvel antisémitisme*» et appelant à expurger certains passages du Coran, publiée dimanche 22 avril dans *Le Parisien*, a provoqué l'indignation de responsables musulmans dans les heures qui ont suivi. «*Le procès injuste et délirant d'antisémitisme fait aux citoyens français de confession musulmane et à l'islam de France à travers cette tribune présente le risque patent de dresser les communautés religieuses entre elles*», a réagi le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, dans un communiqué, lundi. Les signataires, dont l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy et les anciens premiers ministres Manuel Valls, Bernard Cazeneuve et Jean-Pierre Raffarin, pressent les autorités musulmanes de «*frapper d'obsolescence*» les versets du Coran qui appelleraient «*au meurtre et au châ- timent des juifs, des chrétiens et des incroyants*».

«*Les citoyens français de confession musulmane majoritairement attachés aux valeurs républicaines n'ont pas attendu [cette] tribune (...) pour dénoncer et combattre depuis des décennies l'antisémitisme et le racisme antimusulman sous toutes ses formes*», a affirmé Dalil Boubakeur. Le manifeste pointe du doigt la «*radicalisation islamiste*» et sonne l'alarme contre une «*épuration ethnique à bas bruit*» dont serait victime la communauté juive dans certaines zones de la région parisienne.

«Un hors-sujet»

Le président de l'Observatoire national contre l'islamophobie, Abdallah Zekri, a, pour sa part, dénoncé un débat «*nauséabond et funeste*» et exhorté les signataires de la tribune à cesser «*d'accabler l'islam et les musulmans*». «*Des hommes politiques sur le déclin et en mal de reconnaissance médiatique ont trouvé dans l'islam et les musulmans de France leur nouveau bouc émissaire*», a-t-il affirmé. «*Cette tribune est un non-sens, un hors-sujet. La seule chose à laquelle on adhère, c'est qu'on doit tous être ensemble con-*

Le manifeste fustigé en Egypte

L'autorité religieuse égyptienne Dar Al-Iftaa, chargée d'édicter des fatwas (avis religieux), a dénoncé dans un communiqué, mardi 24 avril, la mise en cause du Coran par quelque 300 personnalités françaises ayant publié, dimanche, un manifeste «*contre le nouvel antisémitisme*». Ce manifeste demande «*que les versets du Coran appelant au meurtre et au châ- timent des juifs, des chrétiens et des incroyants soient frappés de caducité par les autorités théologiques*» de l'islam. L'Observatoire de l'islamophobie de Dar Al-Iftaa, une autorité dirigée par le grand mufti d'Egypte et reliée politiquement au ministère de la justice, a qualifié cet appel de «*racisme odieux*». L'institution religieuse estime que ce type d'«*appels dangereux*» est la cause «*des attaques et des agressions contre les musulmans*» et «*renforce le sentiment de marginalisation et de racisme ressentis par les minorités musulmanes*».

tre l'antisémitisme», a aussi déclaré à l'Agence France-Presse Ahmet Ogras, le président du Conseil français du culte musulman, l'instance de représentation de l'islam français. «*Personne n'a le monopole de l'oppressé ou de la victime*», poursuit-il, jugeant par ailleurs «*très fort*» le terme d'«*épuration ethnique*» employé dans la tribune.

La référence, dans le manifeste, à des versets du Coran qui appelleraient au meurtre des non-musulmans fait également grincer des dents. «*Dire que le Coran appelle au meurtre, c'est très violent et c'est une ineptie!*», estime Tareq Oubrou, imam de la grande mosquée de Bordeaux. Le Coran est, à l'origine, en arabe. Je pense que ceux qui ont signé la tribune ont lu une traduction, une interprétation. Ça montre un manque de culture religieuse. N'importe quel texte sacré est violent, même l'Evangile! ■

CÉ. C. (AVEC AFP)

Un ouvrage suscite une vive controverse

Dans «*Le Nouvel Antisémitisme en France*», un collectif déplore «*un déni de réalité*»

LIVRE

Après la bande-annonce, voilà le film en lui-même. On pourrait le croire, car le controversé manifeste «*contre le nouvel antisémitisme*» musulman, publié le 22 avril par *Le Parisien*, débutait en informant de la prochaine parution de cet ouvrage collectif, *Le Nouvel Antisémitisme en France*. Cette tribune signée par plus de 250 personnes, dont Nicolas Sarkozy, Philippe Val, Jack Lang, Julia Kristeva ou encore Gérard Depardieu, condamne «*l'épuration ethnique à bas bruit*» en cours dans certains endroits d'Ile-de-France contre les juifs.

Le débat soulevé par la tribune met sous les projecteurs un livre qui est le fruit d'une collaboration entre le comité de soutien Vérité et justice pour Sarah Halimi et l'association internationale interuniversitaire Schibboleth-Actualité de Freud. C'est ce qui explique la composition hétéroclite de ce collectif se partageant entre essayistes ou écrivains comme Pas-

cal Bruckner, Luc Ferry ou Boualem Sansal, des psychanalystes tels que Daniel Sibony et Michel Gad Wolkowicz, et des universitaires. Le ton adopté est celui d'un cinglant réquisitoire contre «*un véritable déni de réalité*».

Lina Murr Nehmé, une spécialiste de l'histoire du Liban, revient dans sa contribution sur les circonstances de la mort de Sarah Halimi. Elle retrace le parcours de l'assassin, Kobili Traoré, un «*caïd dérangé*» qui a fréquenté la tristement célèbre mosquée Omar de la rue Jean-Pierre Timbaud, à Paris, dont l'imam a été expulsé de France, en 2012, pour avoir prêché le djihad.

«Vindictes antijuives»

Pris de délire, et après des semaines de menaces, Traoré parvient à s'introduire chez sa victime dont il connaît la judaïté. Il la roue de coups en criant «*Allahou abkar*», «*le cri du djihad armé*», «*lancé la première fois par Mahomet quand il a attaqué les juifs de Khaybar en Arabie*», signale l'auteure. Elle de-

mande aux autorités de lire les hadiths extraits du Coran ou de l'œuvre de différents imams qu'elle a rassemblés, pour décider s'il convient de les interdire. Le psychanalyste et écrivain Daniel Sibony insiste pour souligner la forte présence «*dans le texte fondateur de l'islam et dans sa transmission*» de la «*vindictes anti-juive*». Mahomet serait à l'origine de ce ressentiment, car, «*tout en reconnaissant que les juifs ont reçu le message divin, il pose qu'ils l'ont falsifié en y effaçant l'annonce de sa venue à lui*». Ce nouvel antisémitisme n'a donc de nouveau que son arrivée en Europe, car le texte arabe «*est sans équivoque*». Face à cette violence, certains musulmans feraient le choix de ne pas voir ce qui se trouve dans le Coran.

Le déni est le thème central de cet ouvrage. C'est lui qui pousserait à occulter l'émergence d'un antisémitisme musulman depuis le tournant des années 2000. Le déni aurait été à l'œuvre au moment même du meurtre de Sarah Halimi, alors que les policiers pré-

sents firent le choix de ne pas intervenir. Puis il y aurait le déni de la justice qui mit près d'un an à rendre le mobile antisémite.

Il y a enfin le déni de la presse qui se serait désintéressée de l'affaire et du sort des juifs. L'historien Georges Bensoussan voit dans ce dernier élément le fruit de «*l'alliance entre un capitalisme financier mondialisé et le gauchisme culturel*». La presse donnerait le meilleur exemple de ce rapprochement, puisque différents titres seraient soutenus par de grandes figures de la finance afin de promouvoir le multiculturalisme et la mondialisation, tout en taisant les effets délétères d'une «*immigration massive mal intégrée*». Les universités fournissent les fantasmes de «*l'islamo-gauchisme*» et de la «*bien-pensance*», des termes employés par différents membres de ce collectif, dont le mot d'ordre serait «*padamalgam*». ■

MARC-OLIVIER BHERER

Le Nouvel Antisémitisme en France (Albin Michel, 214 pages, 15 €)